

PROTOCOLE D'ACCORD DE TELETRANSMISSION DES ORDONNANCES DEMATERIALISEES

ENTRE LES ORTHOPHONISTES LIBERAUX ET L'ASSURANCE MALADIE

Vu le code de la sécurité sociale, notamment l'article L. 162-14-1 ;

Vu la convention nationale des orthophonistes libéraux signée 31 octobre 1996, publiée au Journal officiel du 9 janvier 1997, ses avenants et ses annexes ;

Il est convenu ce qui suit entre :

L'Union nationale des caisses d'assurance maladie, représentée par Frédéric van Roekeghem (Directeur Général),

Et :

La Fédération Nationale des Orthophonistes, représentée par Anne Dehêtre (Présidente) ;

Préambule

Dans le prolongement de l'avenant n° 14 à la convention nationale des orthophonistes et des évolutions technologiques dans lesquelles les parties s'inscrivent, l'organisation nationale représentative des orthophonistes et l'Union nationale des caisses d'Assurance maladie (UNCAM) s'accordent sur la nécessité de moderniser les procédures de transmission des pièces justificatives au travers de leur dématérialisation et notamment celle du support de la prescription.

La facturation à l'Assurance maladie s'effectue, par principe, par télétransmission (FSE), dans les conditions des textes réglementaires et des dispositions conventionnelles en vigueur ainsi que du cahier des charges SESAM-Vitale en vigueur, publié par le GIE SESAM VITALE.

Dans le cadre de cet avenant, les parties signataires ont convenu de l'intérêt de simplifier les modalités techniques de transmission des pièces justificatives par l'orthophoniste, et, de parvenir, à terme, à la dématérialisation des prescriptions à la source.

A cette fin, les parties conviennent d'organiser une phase d'expérimentation définie dans le cadre du présent protocole d'accord conclu conformément à l'article 2 de l'avenant n°14 à la convention nationale.

Le présent protocole a pour objet de définir les principes et les modalités de mise en œuvre de la phase expérimentale du dispositif prévu à l'article 2 de l'avenant 14 à la convention nationale, concernant la télétransmission des pièces justificatives numérisées.

Article 1 - Objet de l'expérimentation

Le présent protocole a pour objet d'organiser la phase expérimentale de la numérisation des ordonnances originales exécutées dans les cabinets et leur transfert vers le serveur informatique dédié, par le biais de la télétransmission, opération dénommée ci-après « SCOR ».



Article 2 - Modalités de mise en œuvre de l'expérimentation « SCOR »

Les parties signataires décident que cette expérimentation aura lieu sur l'ensemble des caisses du Régime général d'Assurance maladie de métropole et d'outre-mer.

Chaque caisse pourra mettre en œuvre ce dispositif, dans les conditions définies à l'article 4 du présent protocole, avec environ deux à trois orthophonistes conventionnés de sa circonscription, dès lors que l'offre des éditeurs de logiciels professionnels dans le département le permet.

Une information sur le choix des orthophonistes expérimentateurs est portée à la connaissance des commissions paritaires départementales (CPD) et la commission paritaire nationale (CPN).

Article 3 - Adhésion à l'expérimentation

L'orthophoniste expérimentateur matérialise son adhésion à l'expérimentation visée à l'article 1^{er} par la signature d'un contrat dont le modèle figure en annexe 1 du présent protocole. Ce contrat est également signé par le directeur et l'agent comptable de la caisse primaire expérimentatrice.

Un suivi du déroulement de l'expérimentation sera réalisé par la CPN, ou toute autre instance conventionnelle, grâce à l'information mensuelle qui lui sera communiquée par les CPAM sur les adhésions à l'expérimentation.

Article 4 - Indemnisation de l'expérimentation


L'expérimentation est financée par l'Assurance maladie à hauteur de 300 € par professionnel participant à l'expérimentation. Ce forfait de 300 € est versé par la caisse primaire du régime général de la circonscription de l'orthophoniste expérimentateur pour le compte des autres régimes à l'issue de la période de vérification de 90 jours prévue à l'article 6.1 du présent protocole. Cette indemnisation couvre la participation à l'expérimentation sur toute sa durée.

En cas d'arrêt de l'expérimentation par l'orthophoniste avant l'établissement du bilan tel que prévu à l'article 12 du présent protocole, les sommes versées sont restituées selon la règle du *pro rata temporis*. A défaut de restitution de ces sommes par l'orthophoniste, la CPAM est autorisée à procéder, à titre exceptionnel, et après notification par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, à leur récupération sur le montant des prestations facturées par le professionnel de santé concerné au titre du Régime général.

Article 5 - Définition de la pièce numérique

Les parties conviennent que la pièce justificative, correspondant au duplicata ou à la copie de l'ordonnance originale sur support papier et portant les mentions obligatoires fixées réglementairement et par la dernière version du cahier des charges SESAM-Vitale, est remplacée par une copie numérique fidèle et durable de l'ordonnance originale.

L'ordonnance ainsi numérisée et transmise à l'organisme d'Assurance maladie est désignée ci-après « la pièce justificative numérique ».

 2

La pièce justificative numérique est considérée comme la « pièce justificative » ouvrant droit au remboursement et à la prise en charge conformément à la réglementation en vigueur.

Dès lors que le processus d'envoi et de réception de la pièce justificative numérique est réalisé dans les conditions définies aux articles 6, 7 et 8 du présent protocole, l'orthophoniste se trouve dispensé d'adresser à l'organisme de prise en charge le duplicata ou la copie de l'ordonnance originale sur support papier et la feuille de soins sur support papier.

L'orthophoniste est responsable de l'établissement de la pièce justificative numérique et de sa fidélité à la pièce justificative papier.

La modification du support de la pièce justificative n'a pas pour effet de modifier les conditions de mise en œuvre de la responsabilité de l'orthophoniste et de l'Assurance maladie en matière de transmission des pièces justificatives, telles qu'elles résultent des textes en vigueur.

Article 6 - Conditions techniques de la télétransmission des pièces justificatives numériques

L'orthophoniste s'engage à numériser les pièces justificatives par ses propres moyens techniques, lesquels garantissent la fidélité des pièces numériques aux pièces justificatives sur support papier et ce, dans le respect des conditions techniques figurant au cahier des charges ainsi que ses annexes fonctionnelles publiés par le GIE SESAM-Vitale.

L'orthophoniste s'engage à effectuer l'opération de numérisation et de transmission des pièces justificatives au moment où il établit la première facturation des soins pour les actes en série.

6.1. Qualité des pièces justificatives numériques

L'orthophoniste s'engage à transmettre une pièce justificative conforme, c'est-à-dire d'une qualité de numérisation permettant l'atteinte d'un taux d'exploitabilité des pièces justificatives numériques de 99 %.

La résolution de l'image constituant la pièce justificative numérique doit être a minima de 200 DPI pour assurer une qualité d'image suffisante.

Le format de l'image constituant la pièce justificative numérique de type pdf doit être a minima A5 et doit être visualisable sur un écran de taille référence 800X600 ou une résolution supérieure après accord des parties.

Une période de vérification initiale des pièces justificatives numériques est mise en place par l'organisme de prise en charge pendant un délai de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la réception des premières pièces justificatives numériques. Pendant cette période, l'organisme de prise en charge signalera à l'orthophoniste les éventuelles anomalies constatées et l'aidera à procéder, le cas échéant, aux ajustements nécessaires. La phase de numérisation des pièces justificatives est indépendante de la phase de facturation et peut s'effectuer de manière asynchrone.

Ultérieurement, si l'organisme de prise en charge observe une dégradation de la qualité de la numérisation des pièces justificatives, il se réserve la possibilité de renouveler ce contrôle sur

une période maximum de quatre-vingt-dix (90) jours. Dans ce cadre, il en avise l'orthophoniste dans un délai minimum de sept (7) jours avant la mise en place du contrôle.

Durant cette période de vérification des pièces justificatives numériques, l'orthophoniste conserve, sous forme papier, les copies des pièces justificatives.

En cas de non respect des dispositions mentionnées au 1^{er} alinéa et à l'issue de la période de contrôle de quatre-vingt-dix (90) jours visée au 4^e alinéa, l'orthophoniste doit revenir à un mode de transmission sur support papier des pièces justificatives et s'engage à restituer prorata temporis, l'incitation financière visée à l'article 4 dans un délai de trente (30) jours. A défaut de restitution de ces sommes par l'orthophoniste, l'organisme de prise en charge est autorisé à procéder, à titre exceptionnel et après notification par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, à leur récupération sur le montant des prestations facturées au titre du régime général. Il informe en parallèle la CPD du lancement de cette procédure.

L'orthophoniste s'engage à trouver des solutions techniques permettant de procéder au contrôle de la qualité des images numérisées en amont de leur transmission aux organismes de prise en charge.

6.2. Valeur probante des pièces justificatives numériques

Les parties signataires conviennent que les pièces justificatives numériques transmises par l'orthophoniste dans les conditions mentionnées à l'article 7 du présent protocole, ont la même valeur juridique et comptable que la pièce justificative sur support papier.

La copie numérique de l'ordonnance originale a la même valeur que lorsque l'apposition de la signature et des mentions obligatoires est réalisée sur le support papier.

L'inscription, par l'orthophoniste, de son identifiant sur l'ordonnance numérique vaut signature au sens de l'article R. 161-45 du code de la sécurité sociale.

Article 7 - Transmission des pièces justificatives numériques

7.1. Principe de la télétransmission dans SCOR

La transmission des pièces justificatives numériques conformément aux dispositions de l'article 6 du présent protocole s'effectue, par principe, en télétransmission vers le serveur informatique dédié, dans le respect des dispositions du présent protocole et du cahier des charges en vigueur, ainsi que de ses annexes fonctionnelles, publiés par le GIE SESAM-Vitale après concertation entre les parties signataires.

Un accusé de réception logique des pièces justificatives numériques (ARL « PJ ») est envoyé à l'orthophoniste à la suite de la transmission sur le serveur informatique dédié des lots de pièces justificatives numériques. Un ARL « PJ » positif atteste de l'acquisition de pièces justificatives numériques et de sa conformité à la norme d'échange.

En vue de la télétransmission, l'orthophoniste s'engage à s'équiper d'un logiciel agréé par le Centre National de Dépôt et d'Agrément (CNDA). Il s'engage à télétransmettre les pièces justificatives numériques vers le serveur informatique dédié, dès lors que les moyens techniques mis à sa disposition le lui permettent.

7.2. Equipement informatique du cabinet

L'orthophoniste a la liberté de choix de l'équipement informatique grâce auquel il numérise et télétransmet les pièces justificatives, dans la limite des équipements agréés par le CNDA ou homologués par le GIE SESAM-Vitale.

7.3. Liberté de choix des services informatiques pour l'usage de SCOR

L'orthophoniste a la liberté de télétransmettre les pièces justificatives numériques, soit directement via son fournisseur d'accès Internet, soit en se connectant à tout réseau pouvant communiquer avec le réseau SESAM-Vitale, dans le respect de la réglementation en vigueur.

L'orthophoniste a le libre choix de son fournisseur d'accès Internet.

7.4. Respect des règles applicables aux informations électroniques

L'orthophoniste doit s'assurer, dans tous les cas, du respect de la réglementation applicable aux traitements automatisés de données, notamment en matière de déclarations de fichiers.

7.5. Mode de transmission

L'orthophoniste s'engage, pour une même pièce justificative, à la transmettre selon un seul et même mode de transmission.

Article 8 - Délai de transmission des pièces justificatives numériques dans le cadre de SCOR

L'orthophoniste s'engage à procéder à la télétransmission des pièces justificatives numérisées dès transmission du lot de facturation, que la facturation ait eu lieu en mode sécurisé ou en mode SESAM dégradé.

En cas d'ARL « FSE » négatif, l'orthophoniste s'engage à télétransmettre à nouveau le lot de pièces numériques en y indexant les données du nouveau lot de FSE. La réémission des pièces justificatives en lien avec les FSE est alors effectuée automatiquement par le logiciel.

Article 9 - Cas d'échec de la transmission des pièces justificatives numériques

9.1. Cas de dysfonctionnement

En cas d'impossibilité technique de numériser la pièce justificative de facturation, d'impossibilité technique de télétransmission ou d'absence de réception de l'accusé réception liée à un échec de la télétransmission de la pièce justificative, l'orthophoniste met tout en œuvre pour y parvenir dans un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de la première tentative de numérisation. En cas de persistance de l'impossibilité de numériser à l'issue du délai imparti, l'orthophoniste en informe la caisse et transmet la pièce justificative sous format papier (duplicata ou copie papier) comme prévu à l'article 11, sauf si l'ordonnance a déjà été transmise à la caisse de l'assuré à l'appui d'une demande d'accord préalable. Dans ce cas, aucune copie ne sera exigée.



9.2. Non réception des pièces justificatives numériques

Un ARL « PJ » défini à l'article 7.1 est envoyé à l'orthophoniste à la suite de la transmission des lots de pièces justificatives numériques.

A défaut de réception d'un ARL « PJ » positif, l'orthophoniste transmet à nouveau les pièces numériques qu'il a conservées, dans les conditions définies à l'article 9.1.

Au-delà du délai de conservation des pièces numériques par l'orthophoniste prévu à l'article 10, il est fait application des dispositions de l'article 11 relatives à la perte des ordonnances.

Article 10 - Conservation des preuves et de la protection des données

L'orthophoniste conserve les pièces justificatives numériques sur le support de son choix et dans les conditions de pérennité nécessaires, et ce pendant quatre-vingt-dix (90) jours à compter du jour de leur télétransmission.

En outre, durant les périodes de vérification des pièces justificatives numériques prévues à l'article 6.1, l'orthophoniste conserve également, sous forme papier, les copies des pièces justificatives.

L'organisme de prise en charge conserve les pièces justificatives numériques pendant leur durée légale, conformément à la réglementation en vigueur.

L'organisme de prise en charge et l'orthophoniste s'assurent respectivement que les pièces justificatives numériques qu'ils ont archivées ne sont accessibles qu'aux seuls utilisateurs habilités.

Les mesures de conservation ci-dessus décrites ne se substituent pas et ne sauraient éluder les autres obligations de droit commun qui pèsent habituellement sur l'orthophoniste ou sur les organismes de prise en charge au regard des textes qui leur sont applicables en matière de conservation d'éléments de preuve pour d'autres finalités.

L'orthophoniste et l'organisme de prise en charge s'engagent à respecter les obligations imposées par la législation sur la protection des données à caractère personnel, notamment celles relatives à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, à celles relatives à l'accès aux documents administratifs et à celles relatives aux archives.

Article 11 - Transmission des pièces justificatives en cas de transmission papier dans le cadre de la présente expérimentation

En cas d'absence de télétransmission des pièces justificatives numériques, en raison de dysfonctionnements rencontrés dans la transmission de celles-ci, la transmission des ordonnances est réalisée sur support papier, sauf si l'ordonnance a déjà été transmise à la caisse de l'assuré à l'appui d'une demande d'accord préalable. Dans ce cas, aucune copie ne sera exigée.

Article 12 - Durée et suivi de l'expérimentation

L'expérimentation débutera à partir du premier trimestre 2014 pour une durée maximale d'un an et prendra fin dès que la généralisation aura été réalisée, après décision prise des

partenaires conventionnels, au vu d'un bilan de l'expérimentation, réalisé par la CPN dans des délais suffisants après la date de la première télétransmission réalisée. Pour l'établissement de ce bilan, chaque partie signataire requiert le concours des caisses primaires. Des bilans intermédiaires de la montée en charge de l'expérimentation et de ses résultats seront faits régulièrement en CPN ou dans toute autre instance conventionnelle nationale.

A l'issue de ce bilan, les parties signataires conventionnelles décideront de la généralisation du dispositif de télétransmission.

Fait à Paris, le 30 septembre 2013

Pour l'UNCAM,

Monsieur Frédéric van ROEKEGHEM, Directeur Général,



Et

Pour,

La Fédération Nationale des Orthophonistes,

Madame Anne DEHETRE, Présidente.



ANNEXE 1 – MODELE DE CONTRAT D'ADHESION À L'EXPERIMENTATION DE DEMATERIALISATION DES ORDONNANCES

CONTRAT D'ADHESION A L'EXPERIMENTATION DE DEMATERIALISATION DES ORDONNANCES

Il est convenu ce qui suit entre

Nom et prénom de l'orthophoniste :.....
Numéro d'identification de l'orthophoniste :
Dénomination sociale et adresse du cabinet :

d'une part,

et

Le directeur de la caisse primaire d'assurance maladie de,

L'Agent Comptable de la caisse de

d'autre part.

Je soussigné(e), [*nom de l'orthophoniste*] m'engage en tant qu'orthophoniste expérimentateur[/expérimentatrice] à respecter les dispositions du protocole d'accord de dématérialisation des ordonnances conclu le ... 2013.

Monsieur ou Madame, directeur de la caisse primaire d'Assurance maladie de et Monsieur ou Madame, Agent Comptable de la caisse primaire d'Assurance maladie de..... nous engageons à respecter l'ensemble des dispositions du protocole précité incombant à la caisse primaire d'Assurance maladie de..... en fonction de nos responsabilités respectives dans la gestion des pièces justificatives au paiement.

L'adhésion à l'expérimentation par le biais du présent contrat oblige les expérimentateurs à utiliser une procédure de dématérialisation et de transmission conforme aux dispositions susvisées.

Le présent contrat d'adhésion prend effet à compter du pour une période ne pouvant excéder celle du protocole d'accord.

Fait à

Le

Signature de l'orthophoniste :

Signature du directeur de la caisse primaire d'Assurance maladie :

Signature de l'Agent Comptable de la caisse primaire d'Assurance maladie :